

L'Allemagne, la France et l'euro

La France souffre de la politique menée par sa voisine. Depuis des années, l'Allemagne utilise l'euro à son avantage en pratiquant la sous enchère salariale. *Heiner Flassbeck*

Abrégé La France devrait assouplir son marché du travail et prendre l'Allemagne pour modèle : tels sont les préjugés qui dominent. La réalité est différente. Grâce à l'Union économique et monétaire (UEM) de l'Union européenne, l'Allemagne a pu maintenir ses salaires à un faible niveau pendant dix ans, alors que la France a fait évoluer les siens dans le cadre fixé par la Banque centrale européenne en matière d'inflation. Une baisse des salaires n'est pas envisageable en France, car elle affecterait gravement le marché intérieur. C'est donc l'Allemagne qui devrait changer pour sauver l'euro.

On entend souvent dire ces jours, en particulier en Allemagne, que l'Europe doit se serrer les coudes pour se défendre contre le nouveau « protectionnisme » étasunien. Or, comment un continent profondément divisé peut-il se serrer les coudes ? Si cette Europe était une entité homogène, économiquement prospère de surcroît, on ne devrait aucunement s'inquiéter d'un président dont la devise est « America first » et qui veut que la balance commerciale de son pays ne soit plus déficitaire.

La cause principale de cette division profonde est le fossé que l'Allemagne a creusé à la fin des années nonante, juste après la mise en place de l'Union économique et monétaire (UEM) européenne, entre les pays de l'actuelle zone euro. Ce fossé se trouve au cœur de l'Europe, plus précisément entre l'Allemagne et la France.

On n'aime pas beaucoup parler de cela en Allemagne. Pour les politiciens locaux, la France est responsable du malaise actuel. Ils l'accusent de ne pas être assez productive ; elle a perdu de sa compétitivité et ne peut pas faire jeu égal avec son voisin d'outre-Rhin. De nombreux milieux conservateurs français partagent ce diagnostic. Durant la campagne électorale, leur candidat François Fillon a dit par exemple qu'il entendait transformer le pays à la manière de Margaret Thatcher et faire de la France un modèle d'État néolibéral. Il a reçu le soutien de médias allemands, qui « savent » que c'est urgent et nécessaire¹. La France va vraiment mal, affirment ces derniers avec ferveur et compassion hypocrite.

Les écrits d'économistes professionnels nous en apprennent aussi peu que les grands médias allemands sur ce qu'il en est vraiment. D'un côté, ces experts ne disposent pas de la base théorique nécessaire ; de l'autre, le préjugé selon lequel l'Allemagne fait tout correctement reste très ancré dans les esprits. Il est donc temps d'observer calmement l'évolution de l'économie française depuis 1980 et de la comparer à celle de l'Allemagne.

La France n'a pas de mauvais résultats

L'image que renvoie la croissance dans les deux pays est floue (voir *illustration 1*). Dans les années quatre-vingts, la France était pratiquement au coude à coude avec l'Allemagne. La réunification a coïncidé avec un vaste programme keynésien qui a permis momentanément au pays de devancer la France en termes de croissance. Dans les années nonante et jusqu'au milieu des années 2000, c'est l'inverse qui

s'est produit : l'hexagone dépassait l'Allemagne la plupart du temps. C'est seulement après la récession mondiale de 2008 et 2009 que la France a été largement distancée par sa voisine.

Le tableau s'éclaircit lorsque l'on compare les taux d'investissement. La France a toujours fait la course en tête en ce domaine. Là encore, c'est la réunification allemande qui a dynamisé les investissements et permis à l'Allemagne de rattraper la France pendant quelques années.

Cette observation vaut également – comment pourrait-il en être autrement ? – pour l'évolution de la productivité, qui constitue la clé de la réussite économique. Depuis 1999, le PIB par heure travaillée en France a évolué parallèlement à celui de l'Allemagne (voir *illustration 2*).

Tant les taux de croissance que l'évolution de la productivité montrent que la France n'est pas atteinte par un mal fondamental, dont l'Allemagne serait exempte, et qui la renverrait systématiquement derrière son voisin. C'est plutôt dans le commerce extérieur qu'il faut chercher la cause de sa faiblesse actuelle. L'Allemagne bénéficie d'une meilleure compétitivité que la France. Or, cet avantage n'est dû qu'à sa sous-enchère salariale au sein de l'union monétaire.

Il est édifiant d'observer l'évolution des coûts salariaux unitaires de 1980 à nos jours. L'*illustration 3* montre la puissance

Les excédents élevés ne sont pas compatibles avec le libre-échange

Certains plaident pour le libre-échange international en argumentant que tous les participants y trouvent des avantages. Ils doivent comprendre que cela n'est pas vrai en cas d'excédents et de déficits importants. Les économistes classiques le savaient très bien, eux qui avançaient le principe des coûts comparatifs pour défendre le libre-échange contre les mercantilistes. Un pays dont le commerce extérieur affiche chaque année des excédents élevés porte directement préjudice à ses partenaires commerciaux et enfreint de manière flagrante le principe des avantages comparatifs. David Ricardo et tous les économistes classiques de son époque étaient fermement convaincus – et c'est seulement pour cela que leur thèse des coûts comparatifs était tellement at-

trayante – qu'il n'y aurait jamais des déficits et des excédents élevés à long terme dans le commerce international. Ils croyaient à un rééquilibrage automatique de tels soldes par le mécanisme des points d'or et celui appelé « prix-flux d'espèces » élaboré par David Hume. Ce second mécanisme devait faire en sorte qu'un pays engrangeant des excédents élevés et enregistrant ainsi d'importants afflux d'or dans le cadre de l'étalon-or soit rapidement contraint d'ajuster son commerce. En effet, selon la théorie quantitative de la monnaie, les prix augmentent plus vite dans le pays excédentaire que dans les pays déficitaires. L'idée était que cela annulerait rapidement l'avantage du pays excédentaire.

¹ Voir « So schlimm steht es wirklich um Frankreich », *Die Welt*, 22 novembre 2016.

de convergence que la France a déployée dans les années quatre-vingts. Après la croissance à deux chiffres de ses coûts salariaux unitaires en 1980, le pays s'est rapproché pendant sept ans des taux de croissance allemands. Depuis 1987, le cours du franc français par rapport au mark allemand n'a plus changé jusqu'au passage à l'euro en 1999. Depuis cette date-pivot, les coûts salariaux unitaires français sont restés très proches de l'objectif suivi en matière d'inflation, soit 2 %. Rappelons que celui-ci avait été fixé par l'Allemagne depuis le début des années quatre-vingts, avant d'être adopté par la Banque centrale européenne.

Or, lorsque l'UEM s'est mise en place, l'Allemagne s'est écartée de son propre objectif. Elle est même descendue pour quelques années au-dessous de zéro. Cette plongée a battu en brèche sa compétitivité, qui ne s'en est pas encore remise. La dépréciation réelle peut être évaluée entre 15 et 20 % (voir *illustration 4*).

Le mercantilisme allemand

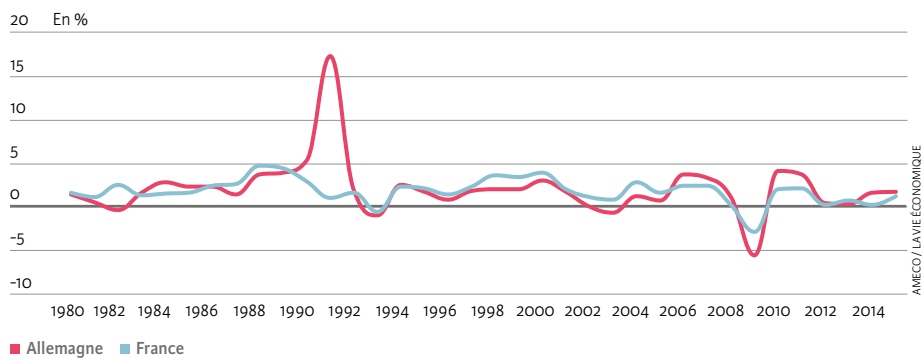
L'excédent croissant de la balance commerciale allemande résulte d'une approche mercantile adoptée depuis le début de l'UEM. Le pays tire un profit particulièrement important du commerce extérieur, dans la mesure où celui-ci génère des excédents. Dans les années quatre-vingts, la forte dévaluation du dollar et la réunification allemande l'empêchaient encore de jouir pleinement de son approche mercantile. Ajoutons à cela, l'appréciation du mark allemand vis-à-vis de nombreuses monnaies européennes, après la crise du système monétaire européen en 1992.

Plus rien n'a pu, ensuite, retenir la balance commerciale allemande, dont les excédents ont été croissants. C'est seulement entre 2007 et 2012 qu'un mouvement inverse s'est enclenché en Europe : plusieurs pays ont à nouveau sombré dans la récession et réduit leurs importations. La France a été le pays le plus touché et le déficit de ses échanges commerciaux avec l'Allemagne augmente depuis des années. Il atteindra cette année près de 40 milliards d'euros.

La sous-enchère salariale contrevient à la règle

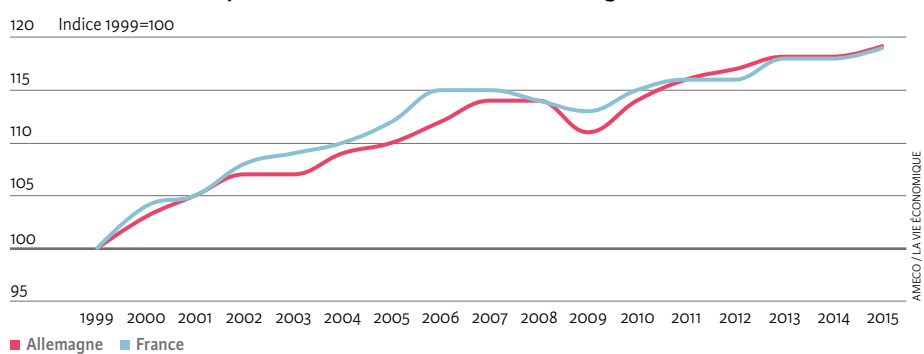
L'Europe est profondément divisée et la France souffre du comportement de son grand voisin. Il n'y a aucun domaine dans

III. 1. Taux de croissance du PIB en Allemagne et en France (1980–2015)



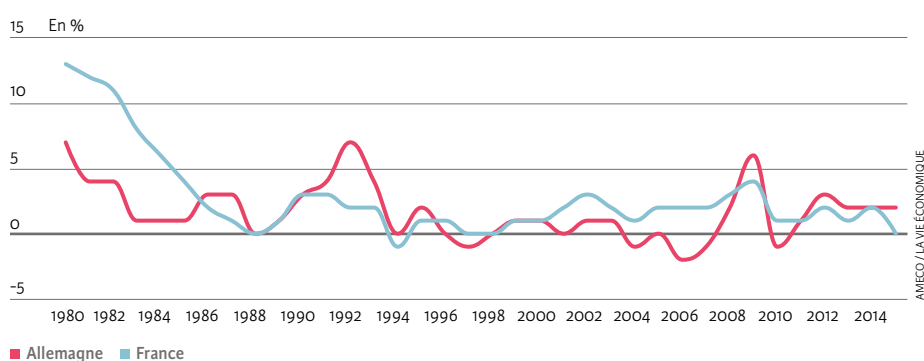
Allemagne de l'Ouest jusqu'en 1991 ; pour 1991 et 1992, les valeurs sont déformées par la réunification allemande.

III. 2. Évolution de la productivité en France et en Allemagne (1999–2015)



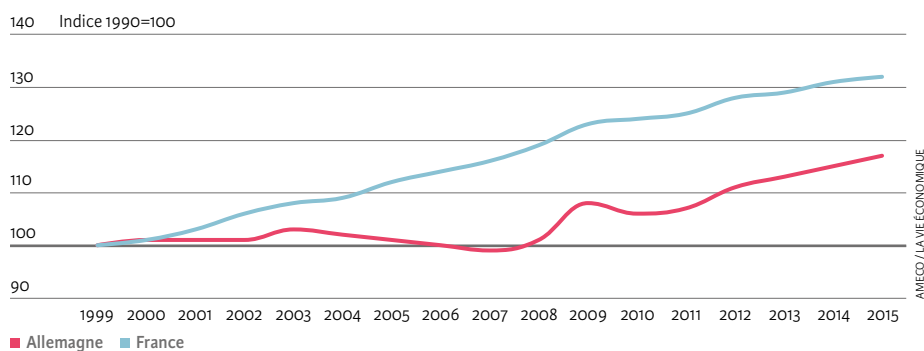
Productivité : produit intérieur brut en monnaie nationale par heure travaillée, 1999=100.

III. 3. Taux de croissance annuels des coûts salariaux unitaires en Allemagne et en France (1980–2015)



Coûts salariaux : revenu brut provenant d'une activité dépendante, en monnaie nationale, par employé et rapporté au produit intérieur brut réel par travailleur. Allemagne de l'Ouest jusqu'en 1991.

III. 4. Coûts salariaux unitaires indexés en France et en Allemagne (1999-2015)



Coûts salariaux : revenu brut provenant d'une activité dépendante, en monnaie nationale (euro), par employé et rapporté au produit intérieur brut par travailleur. 1999 = 100.



Bienvenue à Berlin ! Le président François Hollande aux côtés de la chancelière allemande Angela Merkel.

lequel elle ait reculé par rapport à l'Allemagne – exception faite de la compétitivité. Ses lacunes en la matière sont la conséquence de la sous-enchère salariale allemande. Or, celle-ci est en opposition évidente avec ce que l'on attendait au sein de l'UEM, étant donné que tous les pays membres s'étaient entendus sur le chiffre de 2 % en matière d'inflation.

Si les politiciens français regardaient clairement la situation, ils sauraient que leur pays n'a rien à gagner en imitant l'Allemagne. Ils auraient dû s'opposer à elle ou, du moins, insister sur le fait qu'une politique monétaire expansionniste est possible pour tous les pays dans les phases de récession. Le parti conservateur est manifestement sujet à l'incompréhension la plus vive. Les Républicains ont déjà prouvé sous la présidence de Nicolas Sarkozy qu'ils n'ont pas de concept clair en matière de politique économique. Tout comme les socialistes l'ont fait sous François Hollande, Nicolas Sarkozy avait tenté durant la crise de se ranger du côté de l'Allemagne. Il n'avait pas compris que la France

appartient par essence aux pays de l'Europe méridionale.

Si la France tentait d'adapter ses coûts salariaux unitaires à ceux de l'Allemagne, elle échouerait lamentablement et provoquerait des troubles sociaux. En effet, cela détruirait le marché intérieur, qui est beaucoup plus important pour elle. Contrairement à l'Allemagne, la France n'a pas dix ans devant elle pour ralentir la progression de ses salaires en espérant qu'ils continuent d'augmenter ailleurs, ce qui accroîtrait sensiblement sa compétitivité.

Par ailleurs, aucune autre politique ne peut résoudre ce problème. Il est ridicule de vouloir à nouveau augmenter la durée du travail, comme François Fillon l'a annoncé. La compétitivité se mesure à la productivité et au salaire horaire. Elle n'a absolument rien à voir avec le nombre d'heures travaillées. Réduire la fonction publique ou baisser les impôts des entreprises est tout aussi inapproprié : la France n'est pas confrontée à un réel problème d'investissement ou de productivité, mais à un manque de compétitivité par rapport à sa voisine. En outre, il existe un problème lié à la demande, dont la solution est bloquée par Bruxelles et Berlin. De

ce point de vue, la situation est la même en Allemagne et en France : dans la cacophonie produite par des médias à l'idéologie erronée, des économistes désorientés et des politiciens ignorants, il n'est pas possible de débattre convenablement de la politique économique.

L'Allemagne doit changer

Si l'on compare l'Allemagne à la France, un fait est indéniable. La première a obtenu, pour ainsi dire à l'ombre de la monnaie unique et par le biais d'une dépréciation réelle vis-à-vis de ses partenaires de la zone euro, un avantage y compris sur des pays comme les États-Unis et le Royaume-Uni. Même un grand pays comme l'Allemagne peut se cacher derrière la note moyenne calculée pour l'ensemble de l'Union monétaire, car il n'a pas à craindre l'appréciation de sa monnaie nationale.

Croire que l'on peut vanter les avantages du libre-échange tout en se comportant de manière mercantile n'est pas une position viable à long terme. Ce n'est pas un hasard si les mercantilistes étaient les plus farouches adversaires des libre-échangistes classiques (voir *encadré*). Au lieu de rechercher un équilibre dans le commerce international, les mercantilistes voulaient en tirer un profit unilatéral : exactement comme cette « nation exportatrice » qu'est l'Allemagne.

Il faut que l'Allemagne importe davantage. Pour cela, ses salaires doivent augmenter bien plus vite qu'actuellement. En même temps, l'État doit fortement relancer la demande au moyen d'investissements publics financés par des crédits. Cette impulsion ne peut que se répercuter sur les pays voisins. Dans le cas contraire, l'on ne pourra pas sauver l'euro.



Heiner Flassbeck

Professeur, ancien économiste en chef de la Cnuced à Genève (2003–2012) et ancien secrétaire d'État au ministère allemand des Finances dans le gouvernement du chancelier social-démocrate Gerhard Schröder (1998–1999)